

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2022/203013]

**5 MAI 2022. — Décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit : « Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La société est gérée par un conseil d'administration qui comprend au maximum onze membres désignés par le Gouvernement et représentant la Région.

Le président et le vice-président du conseil d'administration sont nommés par le Gouvernement. En cas de parité de votes, la voix du président est prépondérante.

Le mandat des membres du conseil d'administration est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

Le Gouvernement détermine la rémunération des membres du conseil d'administration, dans le respect des plafonds fixés par le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Au jour de sa nomination, le membre du conseil d'administration ne peut pas avoir atteint l'âge de septante ans accomplis.

Le Gouvernement peut organiser la participation au conseil d'administration d'experts siégeant avec voix consultative.

§ 2. Le conseil d'administration accomplit tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société.

La gestion journalière est confiée à un directeur général désigné par le Gouvernement pour un mandat de cinq ans.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la société que les actes et les décisions qui, en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, ne justifient pas l'intervention du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer, au directeur général, des pouvoirs spécifiques, selon les modalités qu'il détermine.

Tout acte de délégation fait l'objet d'un acte écrit, qui identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation et leur durée. Les actes de délégations sont consignés dans un registre. Toute décision prise par le directeur général ou le comité de direction visé à l'article 5/1 en exécution d'un acte de délégation est présentée à la prochaine réunion du conseil d'administration.

§ 3. Le Gouvernement désigne le directeur général visé à au paragraphe 2 au terme d'une procédure de recrutement. Le Gouvernement précise les modalités d'application du présent paragraphe.

La procédure de recrutement visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend l'approbation par le Gouvernement, sur proposition du conseil d'administration :

1<sup>o</sup> d'une description de fonction;

2<sup>o</sup> d'une lettre de mission comprenant la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre, et ce tant en termes de management que de stratégie.

Le conseil d'administration, dans le cadre de la procédure de recrutement, lance l'appel à candidature public externe et interne, selon les modalités que le Gouvernement détermine, comprenant au minimum :

1<sup>o</sup> la description de fonction;

2<sup>o</sup> le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;

3<sup>o</sup> les diplômes et expériences requis pour la fonction;

4<sup>o</sup> les documents que contient, à peine de nullité, l'acte de candidature;

5<sup>o</sup> le service auprès duquel la lettre de mission et tous autres renseignements ou documents utiles peuvent être obtenus;

6<sup>o</sup> l'échelle barémique proposée pour le mandat et les modalités de fin de mandat.

Le jury de sélection, dans le cadre de la procédure de recrutement, est composé, sur la base d'une proposition du conseil d'administration soumise à l'approbation du Gouvernement, de la manière suivante :

1<sup>o</sup> le président et le vice-président du conseil d'administration ainsi que le président du comité de rémunération;

2<sup>o</sup> deux membres experts présentant une expérience de dix ans en management ou en ressources humaines, choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services de la Communauté française, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> un membre d'une université belge francophone compétent en économie du transport, qui assure la présidence du jury;

4<sup>o</sup> le directeur général du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ou son représentant.

Deux tiers au maximum des membres du jury de sélection sont du même sexe.

Le jury organise les épreuves de sélection lui permettant de cerner les aptitudes des candidats sur base des critères de sélection suivants :

1<sup>o</sup> compétences de gestion d'organisation;

2<sup>o</sup> personnalité et expérience des candidats.

Le jury établit un classement des candidats jugés aptes à remplir la fonction, sur base des résultats aux épreuves de sélections ainsi qu'un rapport écrit et motivé reprenant les aptitudes de chacun des candidats retenus, et les communique au Gouvernement.

§ 4. Le directeur général visé au paragraphe 2 est soumis à des évaluations périodiques organisées par un comité d'évaluation.

Le conseil d'administration instaure le comité d'évaluation en son sein selon les modalités que le Gouvernement détermine. Le comité d'évaluation peut s'entourer de personnalités extérieures dans le cadre de ces évaluations.

Les procédures d'évaluation et leurs modalités sont précisées dans le contrat de gestion et suivent les principes suivants :

1<sup>o</sup> les critères d'évaluation sont les suivants :

- la mise en oeuvre des compétences en référence au descriptif de fonction;
- la mise en oeuvre des objectifs fixés dans la lettre de mission;

2<sup>o</sup> les évaluations sont réalisées tous les 30 mois;

3<sup>o</sup> les évaluations se concluent par un rapport d'évaluation réalisé par le comité d'évaluation et remis au conseil d'administration.

En cas d'évaluation négative réalisée par le conseil d'administration et communiquée au Gouvernement, le Gouvernement peut proposer la fin du mandat du directeur général. ».

**Art. 2.** Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit : « Art. 5/1. Le conseil d'administration détermine l'organisation, la compétence et le fonctionnement et le mode de désignation du comité de direction, composé de six membres au maximum, qui ne font pas partie du conseil d'administration. Les commissaires du Gouvernement y siègent avec voix consultative.

Le comité de direction assiste le directeur général dans l'exercice de ses missions. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 mai 2022.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

---

Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 895 (2021-2022) N°s 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 4 mai 2022.

Discussion.

Vote.

---

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/203013]

**5. MAI 2022 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures") (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 5 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures"), zuletzt abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 wird durch das Folgende ersetzt: "Art. 5 - § 1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus höchstens elf Mitgliedern besteht, die von der Regierung bezeichnet werden und die Region vertreten.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrats werden von der Regierung ernannt. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf fünf Jahre festgelegt und kann verlängert werden.

Die Regierung legt die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats fest, wobei die im Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters festgelegten Höchstbeträge zu beachten sind.

Am Tag seiner Ernennung darf das Mitglied des Verwaltungsrats das siebzigste Lebensjahr noch nicht vollendet haben.

Die Regierung kann die Teilnahme von Sachverständigen, die mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrats teilnehmen, organisieren.

§ 2. Der Vorstand führt alle Handlungen aus, die für die Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendig oder zweckdienlich sind.

Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generaldirektor anvertraut, der von der Regierung für ein Mandat von fünf Jahren bezeichnet wird.

Die tägliche Geschäftsführung umfasst sowohl Handlungen und Entscheidungen, die nicht über die Bedürfnisse des täglichen Lebens der Gesellschaft hinausgehen, als auch Handlungen und Entscheidungen, die aufgrund des geringen Interesses, das sie darstellen, nicht das Eingreifen des Verwaltungsrats rechtfertigen.

Der Verwaltungsrat kann dem Generaldirektor nach den von ihm festgelegten Modalitäten besondere Befugnisse übertragen.

Jede Übertragungshandlung ist Gegenstand einer schriftlichen Urkunde, in der die Befugnisse, auf die sich die Übertragung bezieht, und ihre Dauer genau festgelegt sind. Die Übertragungen werden in ein Register eingetragen. Jede Entscheidung, die der Generaldirektor oder der in Artikel 5/1 genannte Direktionsausschuss in Ausführung einer Übertragung trifft, wird der nächsten Sitzung des Verwaltungsrats vorgelegt.

§ 3. Die Regierung bezeichnet den in Paragraf 2 genannten Generaldirektor im Anschluss an ein Anwerbungsverfahren. Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Paragrafen fest.

Das in Absatz 1 genannte Anwerbungsverfahren umfasst die Genehmigung durch die Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrats:

1° einer Funktionsbeschreibung;

2° eines Auftragsschreibens mit einer genauen Definition der allgemeinen Managementaufgaben und der zu erreichenden Ziele, und zwar sowohl in Bezug auf das Management als auch auf die Strategie.

Der Verwaltungsrat veröffentlicht im Rahmen des Anwerbungsverfahrens den öffentlichen externen und internen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten, der mindestens Folgendes umfasst:

1° die Funktionsbeschreibung;

2° die Art und Weise der Einreichung der Bewerbungen und die letzte Frist;

3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungsnachweise;

4° die Dokumente, die unter Androhung der Nichtigkeit die Bewerbungsunterlagen umfassen;

5° die Dienststelle, bei der das Auftragsschreiben und alle anderen relevanten Informationen oder Unterlagen angefordert werden können;

6° die für das Mandat vorgeschlagene Gehaltstabelle und die Modalitäten für die Beendigung des Mandats.

Die Auswahljury setzt sich im Rahmen des Anwerbungsverfahrens auf der Grundlage eines Vorschlags des Verwaltungsrats, der der Regierung zur Genehmigung vorgelegt wird, wie folgt zusammen:

1° der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates sowie der Vorsitzende des Vergütungsausschusses;

2° zwei sachverständige Mitglieder mit zehnjähriger Erfahrung in den Bereichen Management oder Personalwesen, die nicht zu den Mitgliedern der ministeriellen Kabinette, der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft, der Dienststellen der wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses gehören, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, genannt werden;

3° ein Mitglied einer französischsprachigen belgischen Universität, das in Verkehrswirtschaft kompetent ist und den Vorsitz der Jury gewährleistet;

4° der Generaldirektor des Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen oder sein Stellvertreter.

Höchstens zwei Drittel der Mitglieder der Auswahljury gehören demselben Geschlecht an.

Die Jury führt Auswahlprüfungen durch, die es ihr ermöglichen, die Fähigkeiten der Bewerber auf der Grundlage der folgenden Auswahlkriterien zu beurteilen:

1° organisatorische Managementfähigkeiten;

2° Persönlichkeit und Erfahrung der Bewerber.

Die Jury erstellt eine Einstufung der Bewerber, die für geeignet erachtet werden, die Funktion zu erfüllen, auf der Grundlage der Ergebnisse der Auswahlprüfungen sowie eines schriftlichen und begründeten Berichts, der die Fähigkeiten jedes ausgewählten Bewerber wiedergibt, und übermittelt diese an die Regierung.

§ 4. Der in Paragraf 2 genannte Generaldirektor wird regelmäßigen Bewertungen unterzogen, die von einem Bewertungsausschuss organisiert werden.

Der Verwaltungsrat setzt den aus seinen Reihen gebildeten Bewertungsausschuss gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten ein. Der Bewertungsausschuss kann im Rahmen dieser Bewertungen externe Persönlichkeiten hinzuziehen.

Die Bewertungsverfahren und ihre Modalitäten werden im Verwaltungsvertrag präzisiert und folgen den folgenden Grundsätzen:

1° die Bewertungskriterien sind die folgenden:

- die Umsetzung der Kompetenzen unter Bezugnahme auf die Funktionsbeschreibung;

- die Umsetzung der im Auftragsschreiben festgelegten Ziele;

2° die Bewertungen werden alle 30 Monate durchgeführt;

3° die Bewertungen werden mit einem vom Bewertungsausschuss erstellten Bewertungsbericht abgeschlossen, der dem Verwaltungsrat vorgelegt wird.

Im Falle einer negativen Bewertung, die vom Verwaltungsrat durchgeführt und der Regierung mitgeteilt wird, kann die Regierung die Beendigung des Mandats des Generaldirektors vorschlagen.”.

**Art. 2** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: “Art. 5/1 - Der Verwaltungsrat legt die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise sowie die Art der Ernennung des Direktionsausschusses fest, der aus höchstens sechs Mitgliedern besteht, die nicht dem Verwaltungsrat angehören. Die Kommissare der Regierung nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen des Direktionsausschusses teil.

Der Direktionsausschuss steht dem Generaldirektor bei der Ausübung seiner Aufgaben zur Seite.”.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Mai 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREAL

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

#### Fußnote

(1) Sitzung 2021-2022.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 895 (2021-2022) Nr. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 4. Mai 2022.

Diskussion

Abstimmung.

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSSTIJL

[2022/203013]

**5 MEI 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuren) (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 5 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuren), laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door hetgeen volgt : "Art. 5. § 1. De maatschappij wordt beheerd door een raad van bestuur, die maximum elf leden telt, aangewezen door de Regering, en die het Gewest vertegenwoordigen.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur worden door de Waalse Regering benoemd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Het mandaat van de leden van de raad van bestuur heeft een duur van vijf jaar en is hernieuwbaar.

De Regering bepaalt de bezoldiging van de leden van de raad van bestuur met inachtneming van de maxima vastgelegd in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder.

De dag van diens benoeming mag het lid van de raad van bestuur de volle leeftijd van zeventig jaar niet hebben bereikt.

De Regering kan de deelname van met raadgevende stem zittende deskundigen aan de raad van bestuur organiseren.

§ 2. De raad van bestuur stelt alle handelingen noodzakelijk of nuttig voor de verwezenlijking van het doel van de maatschappij.

Het dagelijks bestuur wordt toevertrouwd aan een directeur-generaal aangewezen door de Regering voor een mandaat van vijf jaar.

Het dagelijks bestuur omvat zowel de handelingen en de beslissingen die de behoeften uit het dagelijks leven van de maatschappij als de handelingen en de beslissingen die wegens het geringe belang dat ze hebben de tussenkomst van de raad van bestuur niet verantwoorden.

De raad van bestuur kan bijzondere bevoegdheden aan de directeur-generaal overdragen volgens de nadere regels die hij bepaalt.

Elke akte van overdracht maakt het voorwerp uit van een schriftelijke akte die nauwkeurig de bevoegdheden, bedoeld bij deze overdracht, en de duur ervan nader omschrijft. De akten van overdracht worden in een register opgetekend. Elke beslissing genomen door de directeur-generaal of het directiecomité bedoeld in artikel 5/1 ter uitvoering van een akte van overdracht wordt bij de eerstvolgende beslissing van de raad van bestuur voorgelegd.

§ 3. De Regering wijst de directeur-generaal bedoeld in paragraaf 2 aan na afloop van een wervingsprocedure. De Regering stelt de nadere toepassingsregels van deze paragraaf vast.

De wervingsprocedure bedoeld in het eerste lid omvat de goedkeuring door de Regering op voorstel van de raad van bestuur :

1° van een functie-omschrijving;

2° van een opdrachtbrief die de nauwkeurige omschrijving omvat van de algemene beheersopdrachten en de na te streven doelstellingen zowel in termen van management als van strategie.

In het kader van de wervingsprocedure schrijft de raad van bestuur, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels, de oproep uit voor het indienen van een externe en interne publieke kandidatuur, die minstens omvatten:

1° de functie-omschrijving;

2° de wijze van en de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen;

3° de diploma's en ervaringen vereist voor de functie;

4° de documenten die de akte van kandidaatstelling op straffe van nietigheid dient te bevatten;

5° de dienst waarbij de opdrachtbrief en alle andere nuttige inlichtingen of stukken kunnen worden verkregen;

6° de weddeschaal voorgesteld voor het mandaat en de nadere regels voor het einde van het mandaat.

In het kader van de selectiejury is de selectiejury op basis van een voorstel van de raad van bestuur, ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd, als volgt samengesteld:

1° de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur, evenals de voorzitter van het bezoldigingscomité;

2° twee leden, deskundigen, die een tienjarige ervaring voorleggen in management of human resources, gekozen buiten de leden van de ministeriële kabinetten, van de diensten van de Franse Gemeenschap, van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

3° een lid van een Franstalige Belgische universiteit, bevoegd in de vervoerseconomie, die het juryvoorzitterschap waarnemt;

4° de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuren of diens vertegenwoordiger.

Maximum twee derde van de leden van de selectiejury zijn van hetzelfde geslacht.

De jury organiseert de selectieproeven waarmee de vaardigheden van de kandidaten op grond van volgende selectiecriteria kunnen worden beoordeeld :

1° competenties in organisatiebeheer;

2° persoonlijkheid en ervaring van de kandidaten.

De jury stelt een klassement van de kandidaten op die geschikt worden beoordeeld om de functie te vervullen op grond van de resultaten in de selectieproeven, evenals een schriftelijk en gemotiveerd verslag waarin de vaardigheden van elke in aanmerking genomen kandidaat worden opgenomen, en deelt ze aan de Regering mee.

§ 4. De directeur-generaal bedoeld in paragraaf 2 wordt onderworpen aan periodieke evaluaties, georganiseerd door een evaluatiecomité.

De raad van bestuur stelt in eigen kring het evaluatiecomité in, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. Het evaluatiecomité kan zich, in het kader van deze evaluaties, laten omringen door externe persoonlijkheden.

De evaluatieprocedures en hun nadere regels worden nader in het beheerscontract omschreven en volgen deze beginselen:

1° de evaluatiecriteria zijn de volgende :

- de uitvoering van de competenties die als referentie in de functie-omschrijving zijn opgenomen;

- de uitvoering van de doelen vastgesteld in de opdrachtbrief;

2° de evaluaties worden om de 30 maanden uitgevoerd;

3° de evaluaties worden afgesloten door een evaluatierapport, uitgevoerd door het evaluatiecomité, en aan de raad van bestuur overgemaakt.

In geval van negatieve evaluatie vanwege de raad van bestuur, en medegeleed aan de Regering, kan de Regering voorstellen dat het mandaat van de directeur-generaal beëindigd wordt. ”.

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 5/1. De raad van bestuur bepaalt de organisatie, de bevoegdheid en de werking en de wijze van aanwijzing van het directiecomité, bestaande uit maximum zes leden, die geen deel uitmaken van de raad van bestuur. De regeringscommissarissen zetelen daarin met raadgevende stem.

Het directiecomité staat de directeur-generaal bij in de uitoefening van diens opdrachten. ”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 mei 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
P. HENRY

De Vice-Minister-Presidente en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

---

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 895 (2021-2022) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare zitting van 4 mei 2022.

Bespreking.

Stemming.

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201926]

**24 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant l'intercommunale AIEG comme le gestionnaire de réseau d'électricité pour le territoire de la commune de Gesves**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé " le décret électricité »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 désignant l'intercommunale AIEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité sur le territoire des communes de Rumes, Andenne, Gesves, Ohey et Viroinval;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié par le Ministre de l'Energie au *Moniteur belge* du 16 février 2021;

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution électrique sur son territoire, publié au *Moniteur belge* du 15 juillet 2021 et sur son site internet, par la commune de Gesves;

Vu les candidatures remises par l'AIEG et par ORES Assets suite à cet appel;

Vu la délibération du conseil communal de Gesves daté du 8 novembre 2021, proposant la désignation de l'AIEG, après comparaison des deux candidatures reçues, en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour son territoire, pour une durée de vingt ans à dater de l'échéance de la désignation en cours, soit le 26 février 2023;

Vu le dossier de candidature de l'AIEG à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Gesves, transmis à la CWaPE par courrier daté du 22 décembre 2021, reçu le 27 décembre 2021;

Vu l'avis CD-22b24-CWaPE-0890 de la CWaPE, rendu le 24 février 2022 et réceptionné le 25 février 2022;

Considérant que selon l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret électricité, la désignation doit être proposée par la Commune sur le territoire de laquelle se trouve le réseau de distribution concerné, à la suite d'un appel public à candidats, sur la base d'une procédure transparente et non discriminatoire et sur la base de critères préalablement définis et publiés;

Considérant que cette condition est respectée et que les deux réserves émises par la CWaPE dans son avis du 24 février 2022 concernant les critères relatifs à l'éclairage public et à celui de la transition ne sont pas de nature à remettre en cause la proposition de la Commune de Gesves;

Considérant que, conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret électricité, lu en combinaison avec l'article 3 du décret électricité, le gestionnaire de réseau de distribution doit disposer d'un droit de propriété ou d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements sur le réseau;

Considérant que l'AIEG dispose actuellement d'un droit de jouissance sur le réseau de la Commune de Gesves bien qu'elle n'en assure pas la gestion opérationnelle; celle-ci étant sous-traitée à ORES;

Considérant que la condition relative au droit de jouissance sur les infrastructures et équipements du réseau est respectée par l'AIEG;

Considérant la disposition de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret électricité qui prévoit que le gestionnaire de réseau de distribution doit disposer de la capacité technique et financière requise pour assurer la gestion du réseau;

Considérant que des précisions complémentaires ont été demandées par la CWaPE et transmises par l'AIEG quant à sa capacité financière et technique à assurer la reprise et la gestion du réseau, dans l'hypothèse où la Commune de Gesves deviendrait propriétaire du réseau et où la sous-traitance actuelle à ORES prendrait fin;

Considérant que sur base de ces compléments d'information, la CWaPE n'a pas relevé d'obstacle de nature à empêcher l'AIEG de disposer de la capacité technique et financière requise pour assurer la gestion du réseau de distribution d'électricité dans la commune de Gesves;

Considérant, par conséquent, que cette condition est respectée dans le chef de l'AIEG;

Considérant que conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret électricité lu en combinaison avec les articles 6, 7, 7bis, 8 et 16 du décret électricité, le gestionnaire de réseau de distribution doit respecter les règles d'indépendance et de gouvernance fixées par le décret électricité tant pour lui que pour sa ou ses filiales;

Considérant que ces dispositions sont respectées tant par l'AIEG que par sa filiale AREWAL;